

Comment j'ai quitté le Ministère des Affaires Etrangères à cause de marchés publics douteux.

Zuzana Hlávková a participé à la préparation d'évènements culturels dans le cadre de la Présidence slovaque du Conseil de l'UE au sein du Ministère des Affaires Etrangères. Lorsqu'elle a constaté le début d'activités douteuses, elle a démissionné. Avec Transparency International, elle tente maintenant d'éclaircir les responsabilités.

J'ai commencé à [travailler au Ministère des Affaires Etrangères](#) en juin 2015 en tant qu'experte en représentation culturelle pour le secrétariat de la Présidence slovaque du Conseil de l'UE. Diplômée en « études culturelles » à l'Université de St Andrews en Écosse, je voulais contribuer par mon travail à une bonne image de la Slovaquie, après avoir passé plusieurs années à l'étranger. C'est pour cela que, lorsque j'ai eu l'opportunité de co-préparer la Présidence, je n'ai pas hésité.

Mon travail consistait à être responsable d'évènements culturels et d'autres activités visant à promouvoir la Slovaquie à l'étranger. J'ai, par exemple, travaillé sur l'exposition « À la recherche de la beauté » (Hľadanie krásy), une collaboration entre les animateurs d'Ové Pictures et le Centre de design slovaque à Bruxelles ; j'ai également coordonné la coopération avec Bažant Kinematograf ainsi que le développement puis le lancement du mécanisme d'attribution du parrainage de la Présidence.

L'ambiance au sein de notre Département (le Département de la communication et la représentation du Secrétariat de la Présidence slovaque du Conseil européen) était très ouverte et libre durant les premiers mois. Nous avions le soutien de nos supérieurs et étions capables de faire notre travail en mobilisant l'ensemble de nos compétences et en bonne conscience. À cette époque, notre petite équipe était composée de 6 personnes – nous étions déjà 10 en septembre 2015. Chacun savait quel était son travail et quels problèmes il avait à gérer. Le Département entier se rassemblait régulièrement, et nous avions des discussions sincères et ouvertes, que ce soit avec nos collègues ou avec nos supérieurs.

Arrivée de la conseillère médiatique

À l'automne 2015, Zuzana Ľapáková - ancienne directrice de la chaîne de télévision Markíza - a commencé à être de plus en plus présente au Ministère, surtout dans notre Département. Elle nous a été introduite comme la nouvelle conseillère médiatique. Ses commentaires et propositions étaient principalement en rapport avec des évènements culturels importants en Slovaquie - tels que des cérémonies ou des concerts. Cela avait lieu au plus haut niveau - elle avait des réunions avec le Ministre, le Secrétaire d'Etat, le Secrétaire Général, les Directeurs Généraux et les Directeurs et, par la suite, avec nous, les employés ordinaires.

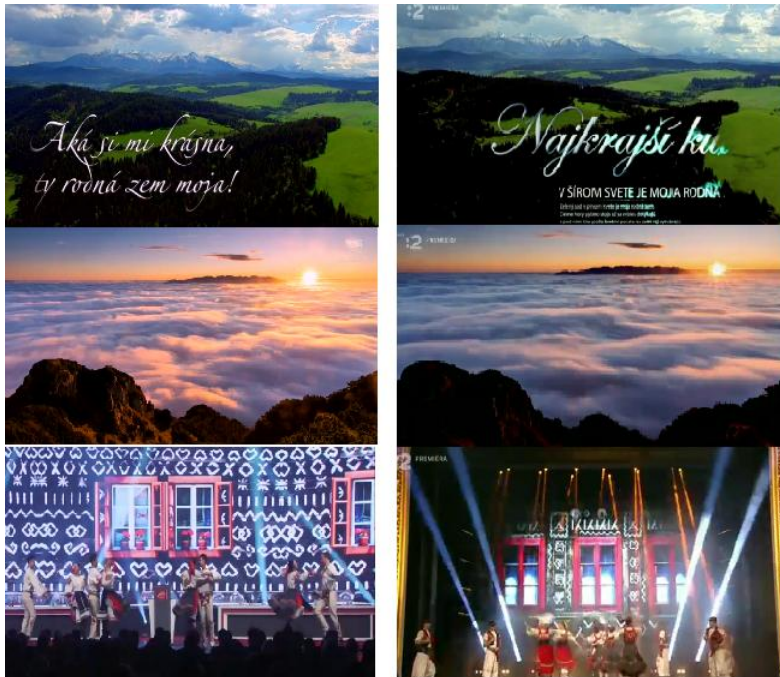
Nous avons commencé à subir des pressions pour modifier le format et la portée des projets d'origine en fonction de ses demandes, ce qui signifiait aussi une augmentation substantielle des budgets. Des évènements qui devaient à l'origine être modestes furent ainsi transformés en évènements spectaculaires de nature bien plus commerciale. Les exemples les plus notables sont les deux concerts d'ouverture - un pour le grand public et un pour les invités VIP. Le budget initial de ces concerts était de 63 800 euros (Voir : [Mémoire de Coopération entre le Ministère des Affaires Etrangères et le Ministère de la Culture de juillet 2015](#)) et, selon le contrat, ils devaient être organisés par le Théâtre National Slovaque. Lorsque Mme Ľapáková s'est impliquée dans ces projets, le budget a augmenté significativement, jusqu'à atteindre plusieurs centaines de milliers d'euros.

À la même période, Mme Ľapáková a commencé à faire pression pour organiser une cérémonie grandiose dans le but de dévoiler le logo de la Présidence. Tout le Département était contre cette

idée car cela nous a semblé dès le début suspicieux et nous considérons qu'il était inutile de gaspiller autant d'argent, d'autant plus que les autres Présidences avaient dévoilé leur logo par le biais d'un simple communiqué ou d'une conférence de presse. La pression a été également mise pour organiser cet évènement avant les élections législatives du mois de mars 2016 pour s'assurer de la présence de l'ancien gouvernement. Il devait donc avoir lieu en janvier ou février 2016.

À ce moment-là, nous savions déjà que si cet évènement devait se produire, il serait géré par l'agence qui a participé à la préparation de l'assemblée festive du parti gouvernemental Smer, en décembre 2015, à Nitra. Cela était évident depuis que nos supérieurs nous avaient montré une courte [vidéo](#) concernant le programme culturel de ce rassemblement (une vidéo romantique sur les beautés de la Slovaquie et la représentation d'un groupe de danse folklorique) en nous disant : "c'est à cela que ça doit ressembler". Les similarités avec le [programme final de la cérémonie de présentation du logo](#) sont évidentes: en particulier la vidéo d'introduction, la présence du même groupe de danse folklorique Čarovné ostrohy et les motifs visuels.

Au sein du Département, nous avons considéré les changements proposés avec incrédulité, mais aucun d'entre nous ne pensait sincèrement que ces changements seraient effectués. Nous considérons le projet comme fou et pensions que c'était une sorte de manœuvre en coulisses mais que quelqu'un dans la hiérarchie l'arrêterait à temps et le rejetterait diplomatiquement (car seul le sommet de la hiérarchie du Ministère pouvait ou non approuver ce genre d'évènement). C'est dans cet état d'esprit que nous sommes partis en vacances de Noël.



(La ressemblance entre les chorégraphies et les programmes culturels, à gauche le meeting du parti Smer, à droite la présentation du logo de la Présidence)

Vite et sans questions avant les élections

Après Noël, à notre retour au travail nous avons découvert que les préparatifs pour la cérémonie de présentation du logo avaient déjà commencé. des documents furent rapidement rédigés pour une étude de marché fictive. Trois agences événementielles déjà présélectionnées furent contactées par

le Ministère, une entre elles était l'agence Evka. La rédaction de la commande publique, d'après ce que nous savons, a été faite pour convenir à cette agence. Selon cette commande publique, l'agence choisie devait fournir un évènement complet, incluant les artistes, les locaux, l'équipement, le scénario, etc. L'organisation de l'évènement a été exemptée d'appel d'offres par la loi sur [l'exemption de la Présidence slovaque](#), qui permet d'effectuer des dépenses pour des activités en rapport avec la Présidence n'excédant pas 162 000 euros (TVA incluse) sans être soumis à la règle des appels d'offres.

Nous avons reçu trois offres dont celle de l'agence [Evka pour 156 000 euros](#) qui a été automatiquement sélectionnée (une des offres concurrentes était un show de camion circulant à travers la Slovaquie avec le logo de la Présidence). La date de l'évènement a été fixée au 22 février 2016, seulement deux semaines avant les élections. Les préparatifs ont hâtivement commencé. Mais alors que l'agence Evka était supposée faire l'ensemble du travail (couvrir l'évènement dans sa globalité), le personnel du Secrétariat de la Présidence a dû largement participer à son organisation.

Plus grave encore, durant les préparatifs, il s'est avéré que les contrats avec les artistes seraient conclus et payés directement par le Ministère, en plus du contrat signé avec l'agence Evka. Cela signifie qu'en plus des 156 000 euros payé à l'agence, le Ministère a également du prendre en charge le coût des artistes, ainsi que la location du Théâtre national slovaque (des locaux qui devait initialement être mis à disposition gratuitement, ou inclus dans le coût total de l'évènement couvert par l'agence Evka). De plus, le Théâtre national slovaque a loué ses locaux au Ministère à un prix commercial, ce qui n'est pas une pratique courante puisque les deux sont des institutions publiques et, de ce fait, le Ministère devrait avoir le privilège de pouvoir utiliser ces locaux gratuitement, ou à un coût minime d'exploitation. Pour exemple, l'Ambassade néerlandaise en Slovaquie a loué ces mêmes locaux à un coût minime d'exploitation (environ 5000 euros) pour leur concert de Présidence qui a eu lieu le 25 janvier 2016.

C'est à partir de ce moment que le personnel du Département est devenu plus nerveux. La situation commençait à nous échapper. Le type de contrat signé par les artistes avec le Ministère n'avait pas légalement à être publié et de ce fait, leur existence pouvait être dissimulée par le Ministère. Les invités furent conviés à l'évènement à la hâte, et comme beaucoup d'entre eux ne furent pas en mesure de venir à cause de ce délai trop serré, le personnel du Secrétariat a été obligé de venir au théâtre pour remplir la salle. De nombreux collègues ont dû travailler durant l'évènement en tant qu'hôtesse ou comme personnel de soutien (selon le contrat, au minimum 8 hôtesse en uniformes auraient dû être fournies par l'agence Evka).

Je ne me suis pas rendue à cet évènement, car j'avais déjà donné ma démission et je refusai d'assister à cela.



Concert d'ouverture - encore une fois la même chose?

C'est dans cette atmosphère qu'après le Nouvel An, on m'a confié la charge du concert d'ouverture pour le public en coopération avec l'agence Viva Musica!. A l'origine, cela ne faisait pas partie de mes attributions. J'ai dû préparer des documents dans le but de solliciter une autre exemption d'appel d'offre pour le concert. L'agence Viva Musica! a été approchée par le Ministère en août 2015 pour faire suite à la recommandation du Théâtre National Slovaque de voir s'il ne serait pas possible de rendre accessible au grand public le concert d'ouverture de la Présidence. Cela ne devait être au départ qu'un simple complément au concert organisé pour les invités VIP : la diffusion du concert sur grand écran sur la place principale de Bratislava avec une représentation de danse supplémentaire. Le budget initial était de 20 000 euros (à prendre sur les 63 800 euros réservés aux concerts d'ouverture en Slovaquie mentionnés plus haut).

Du point de vue de l'agence Viva Musica! un tel format n'était pas assez attrayant et ils promirent d'envoyer des propositions alternatives. Une de leurs propositions fut approuvée par le Ministre mi-octobre 2015, mais sans qu'aucun budget ne soit fixé. En novembre, nous avons reçu la proposition d'un budget d'environ 140 000 euros. La question de savoir comment l'agence avait su qu'elle pouvait présenter un budget aussi élevé reste ouverte. En janvier, lorsque j'ai repris en charge le projet, le budget était monté à plus de 230 000 euros.

J'ai subi des pressions pour obtenir l'exemption d'appels d'offres avant les élections. Je savais que l'augmentation du budget pour cet événement s'était déroulée de façon douteuse, et je savais également que le budget n'avait jamais été formellement approuvé par le Ministre. L'attribution du contrat à Viva Musica! n'avait été précédée ni par une étude de marché, ni par un appel d'offres.

Après avoir consulté mes collègues et avoir effectué des recherches sur les budgets d'événements similaires (concert pour le 10^{ème} anniversaire de l'entrée de la Slovaquie dans l'UE, concert organisé par l'Ambassade néerlandaise à Bratislava lors de sa Présidence en janvier 2016 - les deux événements ayant approximativement un budget de 50 000 euros), nous avons commencé à nous dire que le budget était trop élevé et qu'il fallait le réviser (sans compter le fait qu'il excédait la limite

de 162 000 euros pour laquelle l'exemption était permise). J'ai ouvertement fait part de mes préoccupations à mes supérieurs, mais ils m'ont répondu que tout cela nous dépassait et qu'il n'y avait rien que nous puissions faire à ce sujet.

Pendant ce temps, la présentation du logo eut lieu, incluant toutes les manœuvres concernant le budget, les contrats et les locaux. J'ai vu comment mes collègues y furent mêlés contre leur gré, et souvent sans se rendre compte de ce qui se passait (parce qu'ils n'avaient pas reçu d'informations complètes, ou parce qu'ils les recevaient trop tard). Après cela, ils eurent peur de parler, ou ils craignirent de perdre leurs emplois et finirent souvent par se faire une raison. Néanmoins plusieurs d'entre eux ont pensé à démissionner.

J'ai décidé de quitter le Ministère définitivement. Le 16 février j'ai officiellement présenté ma lettre de démission, à laquelle j'ai joint un document spécifiant le statut de la coopération avec l'agence Viva Musica!, en demandant une révision significative du budget (selon le [contrat officiel](#) de juillet 2016, le budget fut réduit à 123 000 euros par le Ministère, néanmoins selon mes informations ce n'est pas la somme finale du coût de l'évènement).

Rencontre avec le Ministre : comme si de rien n'était

En quittant le Ministère, j'ai décidé de signaler les actions qui se déroulaient au Secrétariat de la Présidence slovaque du Conseil de l'UE en envoyant une lettre au Ministre des Affaires Etrangères Miroslav Lajčák, et au Secrétaire d'Etat Ivan Korčok. Dans ce courrier, j'ai également demandé un entretien personnel au Ministre.

Quatre jours plus tard, j'étais reçue par le Secrétaire Général, Pavol Sýkorčin, au Ministère. La conversation a été relativement ouverte. Il a admis que l'organisation de la cérémonie de présentation du logo n'avait pas été très transparente (il a tout de même insisté sur le fait que tout avait été fait dans le respect de la légalité). A la fin, il m'a demandé si ma décision de partir était définitive et si je ne voulais pas réfléchir à revenir. J'ai insisté pour rencontrer le Ministre, ce qui s'est fait le vendredi 11 mars, dans son bureau.

La rencontre s'est déroulée de façon étrange, le Ministre commençant par me demander ce qui me perturbait. Comme si rien ne s'était passé. Il me dit qu'il appréciait mes idéaux de jeunesse mais que le cœur devait travailler de pair avec la raison. Il dit également qu'en Slovaquie, nous vivions malheureusement dans un certain cadre, où existaient par exemple des cartels et des pactes passés en douce entre les entreprises dans le secteur informatique. D'après lui, il n'y avait rien que l'Etat puisse faire, il devait seulement s'adapter. Et si je lui faisais confiance, je devais croire que tout était en ordre. Puis, il a souhaité me donner l'opportunité de réintégrer le Ministère, au sein de n'importe quel autre Département, si le Secrétariat de la Présidence ne me convenait pas.

Je lui ai demandé pourquoi, si tout était en ordre, nous avions à mentir aux médias à propos du coût total de la présentation du logo (le Ministère des Affaires Etrangères ayant [dit aux médias](#) que le coût était de 200 000 euros alors que la somme totale selon mes collègues travaillant sur l'évènement excédait les 300 000 euros). Il répondit évasivement que les médias Slovaques étaient partiaux et souhaitaient seulement faire du mal, et qu'ils étaient uniquement intéressés par l'argent et non par le contenu des choses.

Je lui ai ensuite demandé quel était le rôle de Mme Ťapáková au Ministère. Il me répondit que son travail consistait uniquement à faire des propositions et des commentaires, pas à effectuer ou réaliser concrètement un projet (Madame Ťapáková n'avait signé aucune commande officielle et n'était officiellement associée à aucune d'entre elles). Il a également dit qu'elle avait été envoyée par

le Premier Ministre pour que le ministère l'utilise de quelque manière que ce soit. J'ai mentionné que les budgets de plusieurs événements culturels avaient commencé à s'élever précisément à son arrivée. Il n'a rien répondu à ce sujet.

Nous avons pris congé l'un de l'autre et je devais l'informer avant le lundi suivant si j'acceptais son offre de revenir au Ministère. Je pense qu'il était assez sûr de lui.

Le lundi 14 mars, je lui ai envoyé une réponse négative par e-mail.

Laisser tomber ?

A ce moment-là, je me suis retrouvée dans un état étrange. Je voulais tout oublier et aller de l'avant. J'avais l'idée de repartir à l'étranger, mais pourtant je voulais encore rester en Slovaquie. Je ne voulais pas partir scandalisée et dégoûtée par tout ce qui était lié à la Slovaquie. J'ai essayé de me convaincre que j'avais au moins fait quelque chose, j'avais essayé, j'avais tenté d'en appeler aux dirigeants du Ministère. Mais je n'étais malgré tout pas satisfaite. J'avais l'impression de ne pas avoir fait la chose la plus juste et la plus correcte que je pouvais faire.

Je commençai à être amère et à être envahie par un sentiment d'impuissance : la voix d'un seul individu ne peut rien contre le système qui nous force à changer nos valeurs, c'est la vie. Je n'aimais pas être ainsi et je ne voulais pas devenir une de ces personnes en colère et amère à 26 ans. J'ai donc décidé d'agir. Je me suis tournée vers Transparency.

Zuzana Hlávková

J'ai rencontré Zuzana à Transparency pour la première fois début juillet. Elle m'a raconté son histoire. Même si nous recevons très souvent des plaintes pour corruption ou fraudes, il est exceptionnel que quelqu'un de « l'intérieur » vienne nous le dire en personne. Et encore plus qu'il soit prêt à témoigner en public.

Nous avons commencé à vérifier ses informations, surtout en ce qui concerne les contrats et les factures. Nous nous sommes tournés vers le Ministère des Affaires Etrangères mais aussi vers le Théâtre national slovaque et les artistes pour leur demander des documents qui prouveraient que le Ministère avait respecté la loi. Nous avons échangé trois séries de questions et de réponses. Voici les conclusions que nous en avons tirées, elles valident l'histoire de Zuzana :

- Zuzana a été recommandée au Ministère par l'organisation non-gouvernementale LEAF qui a pour l'objectif d'attirer en Slovaquie de jeunes slovaques étudiant ou ayant étudié dans des écoles prestigieuses à l'étranger. *« Nous avons recommandé Zuzana comme une candidate très solide. Elle est passée par notre processus de sélection, elle a étudié dans des écoles excellentes et en plus du slovaque, elle parle couramment quatre autres langues. Après quelques mois, nous demandons toujours un retour sur les candidats que nous avons recommandés. Le Ministère l'a évaluée comme une employée d'exception et il était satisfait de son travail »*, nous a dit Michal Kovács de LEAF.
- Les budgets des événements mentionnés ci-dessus ont été considérablement plus élevé que ce qui était prévu. Le Ministère a répété plusieurs fois depuis le début qu'il allait faire des économies et que les dépenses seraient transparentes. *« Les dépenses seront clairement économiques et transparentes »* [a-t-il dit le Ministre Lajčák](#) en avril dernier au sujet du budget de la Présidence slovaque.

- Zuzana Ľapáková a participé à ces événements en tant que [conseillère](#) ; elle-même faisait [étalage](#) de son travail pour la présentation du logo. Le Ministère a refusé de nous révéler le titre officiel de sa fonction ainsi que le montant de son salaire.
- Même si en février son [porte-parole, Peter Stano](#), a affirmé que le Ministère avait fait un appel d'offres pour l'organisation de la présentation du logo et que Evka avait fait la meilleure offre, le Ministère nous a répondu qu'il n'avait aucun critère ou documents concernant cet appel d'offres. [Le Ministère nous a dit](#) que sur le coût total de l'évènement, il n'avait réglé que les dépenses concernant la location du Théâtre national et les frais de l'agence Evka. Il ne nous a fourni aucun contrat avec des artistes. La chanteuse d'opéra Adriana Kučerová, présente à l'évènement, nous a cependant confirmé par écrit qu'Evka lui a uniquement payé la licence de droit d'auteur et qu'elle a reçu sa rémunération principale directement du Ministère. Les autres artistes vers lesquels nous nous sommes tournés n'ont pas répondu. En même temps, cela renforce notre soupçon que le Ministère des Affaires Étrangères a réglé d'autres dépenses concernant l'organisation de cet évènement sans les rendre publiques. Cela peut également signifier que le Ministère a divisé artificiellement la commande pour l'organisation de l'évènement afin de ne pas dépasser la somme de 162 000 euros permettant légalement l'exemption d'appels d'offres. Autrement dit, le Ministère a donné à l'agence le montant maximum permis par la loi sur l'exemption mais il a couvert une grande quantité d'autres dépenses à la place de l'agence Evka à partir du budget de l'État. Cela signifierait une violation importante de la loi sur les marchés publics. De plus, la crainte qu'il s'agisse d'un contrat fictif ou préalablement accordé est également renforcée par le fait que le Ministère n'[ait publié le contrat](#) avec Evka (ce qui marque son entrée en vigueur) que trois jours avant le début de l'évènement.
- Le Ministère a également refusé de nous fournir la documentation concernant la sélection de l'agence pour organiser le concert d'ouverture destiné au grand public. Ce concert a été [finalement organisé par Viva Musica! Agency](#). Si les fonctionnaires du Ministère n'ont pas effectué au minimum une [étude de marché](#), ils ont violé la loi sur les marchés publics ainsi que les directives européennes. Si cette étude a été faite et qu'ils disposent des offres reçues mais qu'ils ne les ont pas rendu publiques, ils violent la loi sur le libre accès aux informations.

D'après [notre recherche](#), les slovaques sont les habitants de l'Union européenne les moins enclins à signaler la corruption qu'ils expérimentent eux-mêmes (par exemple, en République tchèque, voisine de la Slovaquie, la volonté de signaler la corruption est deux fois plus élevée). Jusqu'à 41% des slovaques pensent qu'un homme ordinaire ne peut rien faire contre la corruption. C'est pourquoi nous apprécions encore plus l'attitude de Zuzana. Nous serions très heureux si d'autres employés du Ministère des Affaires Étrangères se faisaient entendre et venaient témoigner du processus d'attribution des contrats publics concernant la Présidence.

Prenant en compte ces découvertes et le témoignage de Zuzana, Transparency International a envoyé des demandes officielles de contrôle au Bureau suprême de contrôle, au Bureau anti-monopole et au Bureau des marchés publics. En même temps, nous demandons au Ministre Lajčák d'affronter ce problème et de publier toute la documentation illégalement non révélée concernant les appels d'offres mentionnés et de prouver ainsi que le Ministère a respecté les lois et les règles éthiques. Si des conduites illégales sont avérées, nous lui demandons d'en tirer les conséquences appropriées et tout faire pour que toutes les ressources utilisées illégalement soient rendues à l'État. Nous attendons de lui, qu'en qualité d'homme politique responsable, il

ne se préoccupe pas des personnes qui ont apporté ces informations mais des problèmes et des questions soulevés par ces informations.

« Nos partenaires, les institutions européennes et chaque Etat-membre, nous jugeront sur la manière dont nous saisirons [la Présidence]. Il est très important pour nous que la Présidence soit bien préparée parce que c'est à partir de cela... que la Slovaquie sera considérée pour les années à venir comme un pays capable et compétent » [a dit le Ministre Lajčák](#) l'été dernier.

En effet, il est le temps de faire ce comptage.

Gabriel Šípoš, directeur de Transparency International Slovaquie

Bratislava, le 29 février 2016

Monsieur le Ministre,

Je me permets de me tourner vers vous lors de mon dernier jour au Ministère des Affaires Etrangères de la République slovaque. Je vous écris car le développement, au cours des dernières semaines, des préparatifs de la Présidence slovaque du Conseil de l'UE me déçoit et m'inquiète.

Je suis arrivée au Ministère en juillet 2015, pleine de détermination à contribuer à l'évènement politique le plus important en Slovaquie depuis notre entrée dans l'UE. J'avais l'espoir que la Présidence serait l'opportunité de montrer l'énorme potentiel de la Slovaquie : potentiel humain, diplomatique, économique, touristique, culturel. L'opportunité de montrer que lorsqu'on en a l'occasion et que l'on nous donne la parole, nous pouvons être un acteur global, une société se classant parmi les démocraties les plus développées et qui pense au niveau mondial, que ce soit dans le domaine de la culture, de l'économie ou de la diplomatie.

Avec les collègues du Département de la communication et de la représentation, nous avons essayé de faire le meilleur travail possible. Nous avons réussi à réaliser plusieurs projets innovants – la coopération avec le Centre slovaque du design et les jeunes animatrices Ové Pictures sur le projet Slovakia GIFs/Searching For Beauty ou la coopération avec le projet Bažant Kinematograf. J'ai également coordonné le lancement du parrainage mis en place par la Présidence slovaque du Conseil de l'UE.

Malheureusement, après moins d'un an, j'ai décidé de quitter le Ministère le 1 mars 2016. Et je ne suis pas la seule. La raison de ma démission est le processus des marchés publics qui ne se déroule pas dans l'intérêt ni de l'État ni du public slovaque, que j'avais l'ambition de servir avec mes collègues.

Je peux mentionner, par exemple, la soirée de gala organisée pour présenter le logo de la Présidence dont le financement n'est pas en conformité avec l'intérêt public. Cela concerne également certains projets à venir, comme les concerts d'ouverture de la présidence pour les invités VIP et pour le grand public, où existe un risque de détournement de fonds publics.

Ancienne étudiante de l'Université de St Andrews en Ecosse, j'ai voulu me classer parmi d'autres slovaques qui, après des études à l'étranger, reviennent en Slovaquie pour payer leur « dette » à leur pays. Après ces années à l'étranger, j'ai voulu mettre mon énergie au service de la communauté dans laquelle j'ai grandi et qui m'a formée en tant que personne et citoyenne. L'organisme sans but lucratif LEAF qui coopère avec le Ministère des Affaires Etrangères depuis longtemps et qui

a précisément cette vocation, m'a recommandée pour le poste d'experte en représentation culturelle au Secrétariat de la Présidence au sein du Ministère.

Je regrette qu'il n'y ait pas d'autre solution que de quitter ce travail enrichissant et significatif. Cependant, je ne suis pas retournée en Slovaquie pour favoriser la propagation de la maladie qui ronge notre état – le détournement systématique des lois et le cynisme dans les affaires publiques. Je crois que l'Etat pourrait être administré autrement. J'étais persuadée de travailler pour un homme qui avait la même opinion.

C'est dans l'intérêt à tous nous de tout faire pour saisir l'opportunité de recommencer à zéro, avec une page blanche, aux yeux du public national et international et de montrer qu'en Slovaquie on sait gérer les affaires publiques d'une façon correcte, responsable et surtout transparente. Notre Présidence du Conseil de l'UE représente cette opportunité.

Ne la laissez pas passer.

Monsieur le Ministre, j'apprécie votre travail ainsi que votre dévouement à représenter la Slovaquie dans le domaine de la politique étrangère. Il ne s'agit pas d'une vocation facile et je pense que vous devez lui sacrifier beaucoup de choses. Je vous serai reconnaissante, même si ce sera en qualité d'ancienne employée, de me permettre de vous exprimer personnellement mes craintes de vive voix.

Respectueusement,

Zuzana Hlávková

(L'article original est apparu sur [le blog de Transparency International Slovaquie](#) le 20 novembre 2016. Nous sommes très reconnaissants à deux étudiants - Lukáš Kulich, Science Po Paris et Helene Guinard, University of Dundee - pour la traduction et la correction.)